Cette commission constitue une sorte d'observatoire, "surveillant" l'application des droits de l'enfant.

Elle fonctionne comme lieu de bilan, enregistrant les acquis, fixant des objectifs, faisant des propositions.

Chaque membre constitue une personne ressource ayant une compétence spécifique.

Parmi ces membres, une coordonatrice diffuse l'information traitant du sujet ainsi que les textes juridiques publiés (lois et jurisprudences)⁶. Ces informations sont également diffusées dans les différents services et établissements par le canal des membres les représentant à la Commission.

La coordonatrice rédige les comptes-rendus et un rapport annuel sur les travaux de la Commission. Elle participe également aux commissions de travail du COFRADE.

3- DE LA THEORIE A LA PRATIQUE : quelques exemples d'application

La problématique générale des travaux de la Commission est centrée sur la situation des enfants et des jeunes séparés de leur famille, sur décision d'un juge des enfants, au regard des droits définis dans la Convention. On peut la résumer sous la forme d'une question empruntée à deux auteurs⁷ : "les prises en charge d'enfants et d'adolescents en institutions font l'objet d'un ensemble de textes qui assurent les droits et les devoirs des institutions, des tutelles, des magistrats, des responsables départementaux. Mais existent-ils des droits explicites des enfants placés ?"

Dans la Région Rhône-Alpes, M. KLAJNBERG, premier juge des enfants au tribunal pour enfants de Grenoble a fait un important travail de transcription de la Convention, à la situation de l'enfant placé⁸ qui a constitué une référence de choix pour la Commission. Il note que "la Convention renforce un certain nombre de droits déjà consacrés dans le droit français (les articles 2 - 3 - 9 - 12 - 19 - 25 par exemple), en introduit de nouveaux et surtout pose le principe d'une norme universelle".

Après un temps de travail sur l'ensemble du texte, la Commission a choisi d'approfondir les "nouveaux droits" (art. 13 à 17) et de définir l'articulation de leur mise en oeuvre avec les pratiques éducatives et institutionnelles. Pourquoi ce choix ? Parce que, et je cite de nouveau M. KLAJNBERG, "outre la protection due à la personne physique de l'enfant, ils tendent vers la prise en compte de son identité, de sa capacité d'être sujet et acteur de son histoire ainsi que de son environnement social". Objectif donc, éminemment éducatif... et démocratique.

L'article 12 de la Convention définit le droit de l'enfant à l'expression individuelle, les articles 13 à 17 définissent le droit à l'exercice des libertés d'expression, de réunion, d'association, de pensée, de religion, de conscience, le droit au respect de sa vie privée.

6 Une bibliographie exhaustive n'a pas sa place dans cet exposé, cependant, citons quelques références de base :

- Les travaux du COFRADE
73 idées pour l'application en France de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, 1990.
Rapport 1991-1992, 2 ans après ..., octobre 1992.
- L'IDEF publie un bulletin mensuel "La lettre de l'IDEF" et en 1992, édite un ouvrage important "Les droits des enfants en France", signé A. BOUYX et J.P ROSENCZVEIG.
- Une revue mensuelle "Le Journal du Droit des Jeunes" publiée régulièrement, entre autres, la jurisprudence se rapportant à l'application juridique de la Convention.

7 J. TOMKIEWICZ, P. VIVET, *Aimer mal, châtier bien*, Paris, Le Seuil, 1991.

8 M. KLAJNBERG, "Le droit de l'enfant placé" in *Violences en institutions*, repères, CREA Rhône-Alpes, Centre Thomas MORE, 1992, (actes de la journée d'étude du 21 mars 1991 à Lyon).